

Fiche

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le monde communiste se constitue en un bloc solide. Dans les années 90, il implose. L'URSS elle-même disparaît dans la tourmente. Quelles forces ont raison du bloc communiste ?

I. Les dysfonctionnements internes de l'URSS

- La société soviétique des années 80 semble bloquée : **le système économique ne répond plus aux besoins**. L'URSS, ancien « grenier de l'Europe », doit importer les biens de consommation courants qu'elle se révèle incapable de produire et des produits alimentaires, des céréales notamment. La population s'insurge, par ailleurs, contre le **manque de démocratie, l'immobilisme des dirigeants** et la **corruption**.
- À partir de 1985, **Mikhaïl Gorbatchev** lance un programme de réformes. La **perestroïka** (la « reconstruction » ou la « restructuration ») accorde une certaine autonomie de gestion aux entreprises. La **glasnost** (la « transparence ») abolit la censure et donne aux dissidents, comme Andreï Sakharov, la possibilité de s'exprimer.
- Mais les difficultés s'aggravent, les pénuries persistent, le chômage et l'inflation font leur apparition, le cours du rouble s'effondre. **L'URSS n'a plus les moyens de tenir son rang de grande puissance**. La perestroïka désorganise l'économie plus qu'elle ne l'améliore ; la glasnost permet à une opposition de s'affirmer plus qu'elle ne la rallie au système.

II. Le démantèlement de l'« empire »

- Dans les années 60, la **Chine** a rompu ses relations avec l'URSS. Elle critique le modèle soviétique et cherche à s'émanciper de son trop encombrant voisin. Les États-Unis ont d'ailleurs cherché un certain rapprochement diplomatique pour exploiter ce coin enfoncé entre les deux grandes puissances communistes.
- En 1989, l'URSS se retire d'Afghanistan. La guerre, devenue impopulaire, coûte trop cher pour un pays menacé de faillite. Par souci d'économie, Gorbatchev décide de suspendre les aides accordées à ses alliés européens. Il annonce le retrait des forces militaires stationnées sur leurs territoires et annonce l'**abandon de la doctrine Brejnev** qui autorise les interventions militaires du Pacte de Varsovie dans les pays frères.
- **Les pays de l'Europe de l'Est abandonnent progressivement le modèle soviétique**. Certains le font pacifiquement (la Pologne d'abord, puis la Tchécoslovaquie), d'autres de manière plus brutale : en Roumanie, Ceausescu est arrêté, jugé sommairement et exécuté.
- En **novembre 1989, le mur de Berlin est détruit**. En **1990, avec la réunification allemande**, l'Allemagne de l'Ouest absorbe de fait la RDA. On assiste ainsi à la désatellisation de l'Europe de l'Est.

III. L'implosion de l'URSS

- Face aux difficultés, les peuples de l'URSS réclament leur indépendance. En 1990, la Lituanie fait sécession. Dans le Caucase, les nationalités s'affrontent (Azéris contre Arméniens, par exemple). La Russie se proclame bientôt souveraine (juin 1990). Une tentative de coup d'État pour rétablir l'ancien régime échoue en 1991. La majorité se rallie aux réformateurs : Boris Eltsine, président de la république de Russie, propose le pluralisme politique et l'économie de marché. Gorbatchev démissionne et **l'URSS se dissout le 25 décembre 1991** ; elle est remplacée par quinze États indépendants, réunis en une Communauté des États indépendants (CEI) à l'avenir incertain.
- Dépossédé de sa sphère d'influence en Europe orientale et de son « empire colonial », le nouvel État russe se trouve diminué : il perd 25 % de sa superficie (22 à 17 millions de km²) et 16 % de ses habitants (passant de 174 à 147 millions). Surtout, il recule vers le nord et l'est, alors que ses anciens satellites et ses ex-Républiques passent quelques années plus tard dans le camp de l'OTAN, voire adhèrent à l'Union européenne, consacrant la **faillite du modèle soviétique**.

IV. Les derniers bastions du communisme

- Malgré l'effondrement de l'URSS, **le monde communiste n'a pas totalement disparu**. La Chine et quelques pays, comme le Viêt Nam, Cuba ou la Corée du Nord, restent des démocraties populaires, des régimes dans lesquels la direction du pays est assurée par un parti unique, le parti communiste.
- Mais les réformes engagées par les dirigeants chinois, notamment, pour construire un « socialisme de marché » (l'agriculture est décollectivisée, les entreprises sont plus autonomes, des zones d'économie spéciales – ZES –, libérales, sont créées) permettent d'envisager une **sortie du communisme**, même si **la sphère politique et sociale est toujours étroitement contrôlée par le parti**.
- Seule la **Corée du Nord**, totalement fermée sur l'extérieur, conserve un **totalitarisme communiste**.

